

Protection encombrante

LIBÉRATION

PAR GHASSAN SALAME *

14 FEVRIER 1993

Une dame d'Etat aimait les Sahraouis. Un ministre en vogue a un faible pour son «ami» Talabani et les Kurdes en général. Un ex-présidentiable de droite regrette amèrement de n'avoir pas pu sauver le général Aoun et les «chrétiens du Liban». Un ex-nouveau philosophe a les Serbes dans son collimateur et leurs victimes parmi ses protégés. Sur cette même page, un ex-collègue mué en candidat aux législatives a récemment proclamé son adoption des Arméniens du Karabakh et son horreur de toute chose azérie. D'autres n'ont d'yeux que pour les chiïtes d'Irak, les Bahais d'Iran, les Noubas du Soudan, les Berbères d'Algérie, les Touaregs du Niger, les Tutsis du Rwanda, les Tamils du Sri Lanka. Bientôt de belles âmes parisiennes se révéleront pour la protection des Coptes d'Egypte victimes des islamistes ou des Zoulous qu'une ANC enfin victorieuse voudra «normaliser», sans parler des causes célèbres comme celles des Tibétains, des Incas, des sikhs, et j'en passe.

Il n'y a aucun mal à avoir de la tendresse, ni même à l'avoir aussi sélective que les ingérences des Etats. Après tout, la France coloniale pullulait, jusque dans ses villes de province, de dames patronnesses ayant adopté quelque peuple basané. La gauche soixante-huitarde, elle aussi, a été provietnamienne, pro-palestinienne, prosandiniste, etc. A chaque époque, ses âmes attendries par les souffrances de quelque peuplade opprimée. Comme en littérature, le genre peut changer, ce sont les mêmes sentiments que l'on exprime. Le Nord repu semble en ressentir à nouveau le besoin au moment où les idéologies ont perdu leur fonction cathartique et où le bipolarité ne fait plus écran à un rapport unilatéral, clair, immédiat, entre un Sud ensanglanté (qui commence sur l'Adriatique) et un Nord attendri; qui, grâce à France Info, CNN et les lignes téléphoniques transcontinentales, est informé, minute par minute, de l'évolution du mal qu'il s'est promis d'éradiquer.

Cette révolution dans les moyens de communication – autant que la mutation des dames patronnesses et des gauchistes internationalistes en intellectuels avertis – permet à ces derniers d'en savoir encore plus sur les causes dont ils se sont proclamés les avocats. A la télé, sur les pages des journaux, ils les exposent avec un air angélique et apitoyé, avec une éloquence réelle, avec une conviction dont il n'est guère permis de douter. Car il serait injuste d'occulter les sentiments d'horreur que la multiplication des tragédies suscite; il serait faux de ne pas saluer la générosité de ceux qui ont refusé la mentalité de forteresse; il serait idiot de ne point encourager des élans de solidarité au-delà des frontières; il serait partial de penser que les avocats des causes lointaines ne chercheraient que leur propre promotion. Le monde se rétrécit à vue, et seuls les nostalgiques d'un nationalisme désuet sont aujourd'hui aveugles sur la proximité accrue de Mostar, d'Assiou, de Battambang. Les kilomètres y perdent en longueur, les heures en minutes, les frontières y perdent en étanchéité et les tyrans en moyens. L'environnement de notre planète autant que le sort de tout ceux qui l'habitent sont également de notre ressort collectif. Seuls ceux qui pensent qu'avenir et peur sont synonymes osent encore soutenir le contraire.

Le problème n'est donc guère à chercher dans les motivations d'ici mais dans les effets là-bas. Car ce que ces groupes menacés subissent sur place relève souvent d'un mélange difficilement simplifiable (en trois minutes volées au «Vingt Heures») de conflits ancestraux et d'ambitions actuelles, de convivialité et d'ostracisme, de

complicités et de compromissions. Que ces questions sont claires vues d'ici, mais quelle opacité sur place! «Vers l'Orient compliqué», le général allait «avec des idées simples». Sur place, il eut le génie de ne point les garder, et puis tout le monde n'est pas de Gaulle.

Sur place, ces groupes menacés vivent en fait dans un rapport de force bien délicat. Le souci premier devrait bien entendu être de l'atérer à leur profit, de les aider à garder leur culture, leur dignité et, avant tout, leur vie. Trop d'ostentation dans notre appui confirmerait les soupçons de leurs ennemis que ces groupes ne sont que les «agents de l'étranger». Trop d'ingérence dans leur mode de vie pourrait développer en leur sein des réactions de suspicion, voire d'hostilité. Trop de sollicitude à leur égard pourrait les tromper sur le poids effectif de leurs soutiens dans la politique internationale. Et, surtout, trop d'insistance sur la spécificité de leur drame, sur la gravité unique de leur tragédie, sur la méchanceté toute particulière de leurs bourreaux pourrait les détourner d'une lecture qu'ils savent au fond d'eux-mêmes bien plus complexe de leur propre dilemme.

Car les dirigeants de ces groupes en danger hésitent souvent sur la meilleure stratégie de survie. L'écueil fondamental serait de ne leur inspirer que des idées de résistance totale, d'ambitions démesurées, d'indépendance absolue. S'ils sont en danger, c'est qu'ils sont faibles. Il faudrait donc être sensible à toute amélioration de leur situation, et les en convaincre, plutôt que d'épouser les thèses les plus extrêmes dans leurs rangs. Il faudra souvent les instruire sur leur situation précaire, les informer de leur isolement régional, les éduquer sur l'iniquité du monde, les mettre en garde contre une psychologie de Massada. Il faudra aussi leur dire les insuffisances, les impasses, les échecs des opérations onusiennes de par le monde. A leur côté, ces groupes en danger ont bien plus besoin de têtes bien faites que de têtes brûlées.

N'était-il pas plus sage, en 1988, d'envisager une réconciliation nationale afghane dès le départ des Russes plutôt que de conseiller aux moudjahidin une «lutte finale» qu'ils ne cessent de mener contre eux-mêmes? N'aurait-on pas mieux fait, il y a trois ans, de conseiller au général Aoun d'accepter les accords interlibanais de Taëf, d'y trouver sa place, de la lui garantir, d'œuvrer à une application honnête desdits accords plutôt que de l'encourager dans son refus et de laisser les siens payer chèrement le prix d'une détermination louable muée en obstination aveugle? N'aurait-on pas été mieux inspiré, en 1991, de favoriser un accord des Kurdes avec Bagdad au moment où ils étaient assez forts et assez bien protégés pour obtenir

beaucoup? Les amis des Bosniaques n'ont-ils pas le devoir de leur ouvrir les yeux sur l'improbabilité d'une remise en cause radicale des acquis serbes, sur l'impossibilité d'une Bosnie indépendante en dépit de ses voisins?



On criera au défaitisme. A tort. Il ne s'agit pas de laisser des peuples, des ethnies, des confessions, des tribus à leur sort, mais de leur offrir la solidarité raisonnable de qui reconnaît leur vulnérabilité et admet qu'opresseurs et opprimés continueront à vivre ensemble longtemps après que les soutiens externes seront partis, longtemps après que les aides externes se seront tarées. Très souvent, vouloir leur auto-détermination, c'est chercher leur perte; exiger leur indépendance totale, c'est inciter leurs ennemis à leur mener une guerre totale; insister sur leur spéci-

ficité «nationale» (souvent bien artificielle), c'est les détourner de la recherche d'une nouvelle convivialité avec leurs voisins d'hier, leurs ennemis d'aujourd'hui. Les effets pervers de l'application *ad infinitum* du droit à l'indépendance politique se font sentir dans les Balkans; les conséquences désastreuses d'une multiplication cancéreuse des Etats débiliter les organisations internationales.

C'est que la construction des identités nationales ne se fait pas uniquement dans le rassemblement des uns mais aussi dans l'exclusion des autres. La revitalisation de l'Onu, la revalorisation de l'Etat souverain, et, sans doute, le freinage de nombreuses guerres civiles de par le monde passent par des limitations à l'accès au statut d'Etat et à un attachement plus ferme à toutes les formes de convivialité intertribale, interethnique, interreligieuse, interconfessionnelle, là où ces formes ont existé dans le passé et pourraient à nouveau réapparaître. Dans la plupart des sociétés, la reconnaissance du pluralisme social est un pas vers l'établissement d'un pluralisme politique plutôt qu'un obstacle à son avènement. Si l'on veut faire admettre ce principe par les majorités oppressantes, il ne faut pas, pour autant, cesser de le répéter aux minorités opprimées.

Les guerres civiles d'hier sont présentées aujourd'hui comme des guerres d'expansion d'un côté, d'émancipation de l'autre. Elles peuvent avoir changé de nom pour faire sens en droit international, elles n'ont guère changé de nature. Si changement il y a, il faut le chercher dans des armements plus meurtriers encore et dans une médiatisation à outrance. La modernisation des arsenaux aggrave les prétentions des forts, l'accès aux médias donne aux faibles les moyens d'éviter de se faire massacrer en silence. Mais le bruit du canon l'emporte encore trop facilement sur le cliquetis des caméras, et les tyrans ne deviennent pas obligatoirement moins sanguinaires quand ils sont filmés.

Or, il n'y a aucune cause «nationale» plus belle que l'arrêt d'une guerre civile, aucun accord détestable quand il vise à l'éviter. La trêve n'est pas honteuse quand elle interrompt un processus de déchirement frénétique d'un tissu social. Laissées à elles-mêmes, des nationalités sont en train de violer pour humilier, de tuer pour nier, d'expulser pour ne plus voir. Leur auto-affirmation n'est qu'exclusion, négation, ostracisme. Mais, derrière la violence de leur geste, il faut voir la charge émotionnelle du voisin qui trahit, de l'ami qui déçoit, du partenaire qui triche. Ces déchaînements de violence sont moins le signe d'une haine de l'autre qu'un aveu honteux et embarrassé d'une longue intimité avec lui. La férocité des combats actuels est le signe d'une complicité passée et d'une résignation déjà assumée à une coexistence future. On est d'autant plus sanguinaire que l'on sait éphémère cette parenthèse de défoulement collectif qu'est une guerre civile. Aidons-les à fermer au plus tôt cette parenthèse plutôt que d'épouser complètement des causes auxquelles eux-mêmes ne croient qu'à moitié.

C'est pourquoi il serait bon que ces élans de solidarité privée avec les peuples opprimés se fassent dans une meilleure perception politique des situations locales. Il s'agit d'arrêter cette série d'adoptions sauvages, d'élans désordonnés, d'enthousiasmes naïfs qui ont souvent induit en erreur les principaux concernés sur l'impact effectif de leur lutte dans le monde. Si les gouvernements ne peuvent rester braqués sur l'analyse cynique des rapports de force, si les diplomates ne peuvent s'obstiner dans leur éloge de l'inaction, les «privés» doivent bien se garder du comportement de l'ours de La Fontaine qui tua son maître en croyant le protéger.

* Directeur de recherches au CNRS - CERI et professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.